

Le Sommet pris place dans un contexte de difficultés économiques persistantes. Confrontés à une inflation continue, une croissance faible, un chômage croissant, des déficits dans les balances des paiements et des taux d'intérêts élevés, les pays du Sommet accordèrent en conséquence la première priorité à la situation macro-économique et aux problèmes connexes de l'inflation et du chômage. La lutte contre l'inflation fut perçue comme la condition nécessaire à une croissance soutenue et à la reprise de l'emploi, et l'accent fut mis sur l'importance de ralentir l'endettement public et la croissance monétaire et de minimiser la volatilité des taux d'intérêts et des taux de change. On a reconnu la nécessité de tenir compte des effets sur les autres des politiques nationales. Les discussions ont également porté sur les stratégies à long terme, étant donné la nature structurelle et à long terme des problèmes économiques existants.

La discussion portant sur les échanges commerciaux fut particulièrement fructueuse. Les dirigeants du Sommet ont réaffirmé leur ferme engagement de maintenir des politiques commerciales ouvertes et de résister aux pressions protectionnistes. Ils ont accueilli favorablement l'initiative d'une réunion ministérielle du GATT en 1982 et ont appuyé les efforts faits pour en arriver à un accord sur la réduction des éléments de subvention contenus dans les systèmes de crédits publics à l'exportation.

Grâce en grande partie à l'initiative du Canada, une partie substantielle de la Déclaration d'Ottawa a été consacrée aux problèmes des pays en développement. On a souligné la volonté des pays du Sommet de coopérer avec ceux-ci et, en particulier, de participer à la préparation d'un processus mutuellement acceptable de négociations globales. On a été d'accord pour maintenir, et dans certains cas, augmenter le niveau de l'aide publique au développement (dont la majeure partie pour les pays les moins avancés), pour augmenter les ressources pour la production alimentaire et pour chercher à travailler de concert avec les pays producteurs de pétrole pour financer le développement (notamment dans le secteur énergétique) des pays en développement non pétroliers.

Les relations Est-Ouest ont été un sujet de préoccupation à Ottawa, face à l'accroissement de la puissance militaire soviétique et l'occupation continue de l'Afghanistan par les forces soviétiques. Les dirigeants du Sommet sont tombés d'accord sur la nécessité d'assurer que leurs politiques économiques soient compatibles avec leurs objectifs politiques et de sécurité et ils ont entrepris de se consulter en vue d'améliorer le système de surveillance du commerce avec l'URSS des produits stratégiques et des technologies qui y sont associées.